

Bulletin d'histoire politique

Jean-Luc Migué, *Étatisme et déclin du Québec, bilan de la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions Varia, 1999, 232 pages

Gilles Piédalue



Volume 8, numéro 2-3, hiver 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060223ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060223ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Piédalue, G. (2000). Compte rendu de [Jean-Luc Migué, *Étatisme et déclin du Québec, bilan de la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions Varia, 1999, 232 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 8(2-3), 378–382.
<https://doi.org/10.7202/1060223ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Jean-Luc Migué, *Étatisme et déclin du Québec, bilan de la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions Varia, 1999, 232 pages.

L'ouvrage de Migué inaugure les travaux du nouvel Institut économique de Montréal. Dans un style direct et provocant, l'auteur tire à boulets rouges sur la démocratie sociale issue du trudeauisme au Canada et de la Révolution tranquille au Québec. L'ouvrage porte en fait plus sur le fédéralisme centralisateur, le cas québécois servant souvent d'illustration. Apôtre inconditionnel de l'économie de marché, Migué sabre sans ménagement dans presque toute la politique sociale des gouvernements. Sa charge est si violente, si démesurée, que les quelques aménagements originaux qu'il propose passent pour des correctifs auxquels il ne croit pas. Son insistance à décrire les vertus d'une économie mondiale ouverte, nous amène à trouver inutiles les éléments du fédéralisme décentralisé qu'il propose. Il n'est même pas sûr que les tenants de la liberté d'entreprise adhéreront à cette pensée « extrême ». Par contre, les défenseurs du rôle social de l'État y trouveront une confirmation de leurs pires appréhensions face au capitalisme sauvage.

Dans son ouvrage, Migué vise le démontage méthodique de l'appareil d'État mis en place autant au Québec qu'au Canada depuis les années 1960 (p. 21). Il entend faire le procès systématique de la politisation de l'activité sociale et économique associée à l'intervention croissante de l'État. Il veut s'opposer à l'unanimité avec laquelle notre élite intellectuelle aurait bâti une vision idyllique de cette période (p. 21). Pour Migué, il n'y a que deux modèles de société, le modèle collectiviste et le modèle « individualiste » (p. 22). Depuis une génération, le premier pèserait sur notre société en privilégiant un État-providence centralisé et interventionniste. À l'opposé et fondé sur la loi du marché, le second modèle serait plus susceptible de promouvoir l'épanouissement individuel, l'avènement d'une société ouverte et libre, et, conséquemment, de dépolitiser des relations sociales et économiques. Enfin, l'ouvrage se veut une description des mécanismes propres à réaliser cette dépolitisation (p. 21-22).

La Révolution tranquille marquerait un tournant économique et social pour le pire (p. 24). Durant cette période, l'évolution des différents indicateurs économiques montrerait un écart grandissant entre le rythme de croissance de l'Ontario, du Canada et des États-Unis, d'une part, et celui du Québec, d'autre part (investissements privés, productivité, p. 24-26). Expédié en

trois pages, ce bilan de l'économie québécoise devient vite celui de l'économie canadienne et le procès de la démocratie sociale héritée du « trudeauisme ». *Précis de démolition, pour en finir avec la démocratie sociale au Canada* traduirait mieux le sujet abordé et le style de l'auteur que *Étatisme et déclin du Québec*.

Depuis trente ans, la chute de notre dollar refléterait la baisse de la productivité de l'économie canadienne par rapport à celle des États-Unis, les coûts de main-d'œuvre s'étant accrus plus vite au Canada qu'aux États-Unis (p. 27). À long terme, cette dépréciation de notre devise aurait eu l'effet pervers de soustraire l'entreprise canadienne à l'obligation d'accroître sa productivité en créant un environnement favorable à des hausses, de salaires non fondées sur la productivité, à la croissance des taxes et des dépenses publiques (p. 28). Elle camouflerait ainsi les conséquences de nos politiques d'endettement, d'alourdissement fiscal, de réglementation du travail et de l'activité en général, bref de nos pratiques « anticroissance » (p. 28).

Résultat ultime de ces pratiques, le mal « européen » aurait atteint l'économie canadienne. Haussés par la multiplication des interventions de l'État, des coûts de main-d'œuvre plus élevés abaisseraient la productivité. Ce signal négatif entraînerait une croissance moins rapide et un niveau de chômage plus élevé qu'aux États-Unis (p. 29-30). Dans ces conditions, le revenu réel des Canadiens allant diminuant, les prélèvements fiscaux supplémentaires absorbaient les augmentations du revenu moyen et la chute du dollar continuait de réduire le niveau de vie des Canadiens. En 1997, le produit intérieur brut par habitant était de 30 % inférieur à celui des Américains (p. 32). Dans cette conjoncture, les Québécois s'en tiraient moins bien que les Ontariens, le rythme de l'expansion de la production québécoise n'ayant atteint récemment que les deux tiers de la croissance économique canadienne. Si les Canadiens s'appauvrissaient, les Québécois encore plus (p. 33). Pour Migué, cette situation est l'aboutissement de notre interventionnisme fiscal et réglementaire, de trente ans de débats nationalistes stériles et d'initiatives protectionnistes dont la population fait les frais (p. 35).

L'auteur fait ensuite sa profession de foi dans le modèle de l'économie de marché, un dispositif plus apte à engendrer la croissance que celui régi par l'État. Il fait observer que là où les droits de propriété et la liberté de choisir sont protégés, les marchés « modérément » libres et le fardeau réglementaire et fiscal léger, le taux de croissance est élevé et l'innovation florissante ; inversement, là où le fardeau fiscal, le poids de la réglementation et l'instabilité politique sont grands, le progrès économique ne s'observe pas (p. 37). Il associe croissance et prospérité à l'économie de marché et à l'ouverture au monde. Par opposition, il lie pauvreté permanente, égalitarisme et « redistributionnisme » d'État. Pour Migué, la taille de l'État, mesurée en part du PIB

qu'elle absorbe, varie en sens inverse de la performance économique (p. 39). Il ajoute que la hausse des dépenses publiques au-delà de 30 % du PNB n'ajoute rien au bien-être de la population et qu'elle a un impact négatif sur la croissance et l'innovation (p. 39). Il note qu'au Canada, les dépenses publiques sont passées de 27 % à 50 % du PIB entre 1965 et 1995 et que parallèlement le taux de croissance de l'économie chutait de 6 % à 2 % (p. 40).

Pour retrouver la croissance, Migué soutient qu'il faut diminuer la taille de l'État et limiter le plus possible ses interventions. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent réduire leurs dépenses, leurs dettes, alléger le fardeau fiscal des individus et des entreprises, se retirer de la production de services en monopoles publics, ouvrir la voie à la privatisation de l'éducation et de la santé afin que ces services cessent de se dégrader (p. 53-54). Migué ne parle pas de monopoles privés, une réalité qui a conduit à l'intervention de l'État dans plusieurs domaines et qu'il élude volontairement.

Dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire, Migué propose de consacrer le choix des parents entre l'école privée et l'école publique en leur accordant un crédit fiscal intégral (p. 60). Au niveau collégial et universitaire, il favorise la constitution de fonds d'épargne-études à l'abri du fisc (p. 60). Il encourage aussi la création de fonds privés non taxables dans les domaines de la santé (épargne-santé, p. 87) et de la sécurité du revenu (fonds d'épargne-emploi et d'épargne-retraite, transferts inter-fonds à l'abri du fisc, p. 92-94). D'assisté qu'il était, le citoyen deviendrait entrepreneur et banquier.

Migué impute à l'alourdissement de la fiscalité sur la masse salariale l'essentiel de la hausse des coûts de main-d'œuvre, de la baisse de productivité de l'économie canadienne, du ralentissement de la croissance et de l'augmentation du chômage depuis 1960 (p. 95). Ce prélèvement fiscal permet l'application des normes du travail, entre autres les mesures suivantes : loi du salaire minimum, vacances, congés parentaux, etc. Pour l'auteur, c'est finalement la multiplication de l'ensemble des mesures sociales (incluant l'assurance-chômage, l'aide sociale, le régime des rentes, l'assurance-maladie, etc.) qui fait en sorte que le chômage devient endémique (p. 108). L'État-providence amplifierait la pauvreté en suscitant une vaste sous-culture de dépendants sociaux permanents (p. 118). Pour en sortir, Migué suggère le désengagement progressif de l'État du domaine social au profit d'organismes de bienfaisance, cantonnant ainsi le gouvernement dans un rôle subsidiaire (p. 122-124). Il favoriserait une politique sociale non universelle, réservée aux ménages dont le revenu serait inférieur à la moyenne nationale (p. 122). Notons que la fiscalité réalise déjà cette suggestion de l'auteur.

L'unité canadienne n'exigerait pas un gouvernement fort (p. 138). Au contraire, Migué soutient que les politiques fédérales de partage des coûts (de santé, d'enseignement supérieur et d'aide sociale), de péréquation ainsi

que la réglementation nationale neutraliseraient la concurrence interprovinciale. En rendant inutile la mobilité des ressources humaines et financières, les mesures fédérales contribueraient à la balkanisation du pays (p. 131). Les ressources humaines n'éprouveraient plus le besoin de quitter les régions où elles sont moins productives puisque la tendance à se localiser au meilleur endroit se trouverait contrecarrée par les mesures fédérales dans les régions en déclin (p. 135). Les pratiques des gouvernements provinciaux vis-à-vis des municipalités seraient à l'image de celles adoptées par le fédéral par rapport aux provinces. Elles auraient les mêmes conséquences, absence de concurrence entre les municipalités et immobilité des ressources (p. 139, p. 143). Appliquant la même grille d'analyse à l'économie mondiale, il prône le « vrai » fédéralisme par le libre-échange entre les nations, la solution à tous les maux qui affligent l'humanité (p. 148-149). Poussé à sa limite, son analyse amène à conclure à l'inutilité de la structure fédérale, ce que les indépendantistes soutiennent depuis longtemps.

Autrefois fondé sur la liberté individuelle, l'idéal démocratique aurait glissé progressivement en faveur de la domination par la majorité (p. 157). C'est ce que l'auteur appelle le processus de politisation croissante de la société, processus menant à l'instauration du mécanisme de la redistribution. Essentiellement politique, ce mécanisme opère sur l'ensemble de la population des prélèvements pour les transférer à des sous-groupes particuliers, l'objectif n'étant pas d'accroître la richesse mais plutôt de redistribuer (p. 155). Ainsi le développement des libertés politiques entraînerait la multiplication des programmes de redistribution néfastes à la croissance (p. 171). Chose intéressante, Migué tente de montrer que les politiques sociales ont contribué à réduire les inégalités sociales, inégalités qu'il considère par ailleurs indispensables à la croissance (p. 188).

Le rôle de l'État se bornerait à financer des dépenses publiques minimales d'une façon qui maximise la croissance de la richesse, l'État n'ayant pas à modifier la distribution du revenu par sa fiscalité, sauf pour assister les vrais pauvres (p. 185). C'est en faisant le contraire que nos élites auraient renversé nos institutions civiles (organisations communautaires privées à but non lucratif), créant ainsi le déficit institutionnel responsable du ralentissement de la croissance après 1960 (p. 196). Issue d'un comportement semblable, à l'opposé de l'individualisme des Américains, la prétendue compassion des « Canadiens » ne serait que la rationalisation du système de privilèges accumulés au cours de l'histoire par l'effet des politiques nationales (p. 209).

L'auteur énumère une série de mesures qui permettraient de limiter la fonction de redistribution de l'État, par exemple, remplacer la majorité simple par une règle de super majorité comme mécanisme législatif (p. 222), inscrire dans la loi une limite aux dépenses publiques et l'interdiction de

faire des déficits (p. 224). Il énonce aussi les principes d'un fédéralisme renouvelé dont la levée des restrictions aux compétences des provinces (p. 227), un pouvoir fédéral limité aux affaires extérieures, à la défense et à certaines dimensions de la justice et de la police (p. 227), le droit des provinces de se soustraire aux décisions collectives et peut-être celui de sécession (p. 228), le droit des provinces d'offrir des services sur l'ensemble du territoire de la fédération (p. 229). La seule limite à la souveraineté provinciale serait l'interdiction du protectionnisme sous toutes formes vis-à-vis du reste du Canada et du reste du monde (p. 227).

Il conclut que la piètre performance de notre économie est liée au carcan étatique depuis trente ans et que celui-ci contribue à perpétuer le retard du Québec (p. 231). Il souhaite aux Québécois de découvrir l'ivresse de la « glasnost », la politique étant l'obstacle principal à un progrès durable qui comblerait nos retards (p. 232). Connaissant le sort de la population russe depuis l'effondrement de l'État soviétique, on dénote dans ce dernier souhait une pointe d'ironie certaine, un certain cynisme. Cette dernière remarque nous rappelle que le désengagement brutal de l'État a des conséquences dramatiques que l'auteur fait mine d'ignorer. Migué souhaite l'avènement d'une économie mondiale libérée de toutes formes de contraintes politiques ou sociales. On a le sentiment qu'il ne croit ni à l'État-nation, ni au fédéralisme, ni au gouvernement local, ni à la « société civile » comme mode d'organisation. En définitive, ce qu'il propose c'est l'anarchie par le marché international, marché dirigé principalement par la main fort visible du grand capital. Probablement partagée par les membres de l'Association des Banquiers canadiens et du FMI, cette vision tend à s'imposer depuis la fin de la guerre froide.

Gilles Piédalue

Chercheur, Université du Québec à Montréal

Gilles Paquet, *Oublier la Révolution tranquille, pour une nouvelle socialité*, Montréal, Éditions Liber, 1999, 159 pages.

Après le pamphlet vitriolique de Jean-Luc Migué contre la démocratie sociale au Canada, vient l'ouvrage sur la Révolution tranquille de Gilles Paquet, un autre membre du nouvel Institut économique de Montréal. Inspirés de la même philosophie économique et sociale, les deux documents vont dans le même sens et se complètent.

Paquet fait l'hypothèse que la Révolution tranquille, ou l'avènement de l'État centralisateur, a eu des effets néfastes sur la croissance économique du Canada, du Québec en particulier (p. 7). Dénonçant autant l'interventionnisme